

# Doit-on avoir confiance au CMJD?

La chute de Ould Taya a été accueillie par beaucoup de Mauritanien(ne)s comme un nouveau vent de changement, plus particulièrement les négro-mauritanien(ne)s qui ont souffert de toutes les injustices et qui continuent encore d'en souffrir. Si Ould Taya est considéré comme le responsable n°1 de toutes les médiocrités que notre pays ait subi ces vingt dernières années : épuration massive des négro-mauritanien(ne)s, voire déportation vers le Sénégal et le Mali de dizaines de milliers de noirs mauritanien(ne)s dont leurs seuls faits est d'être noir.). Nous attendons du Conseil militaire pour la justice et la démocratie et du gouvernement de transition le courage de dénoncer et d'évoquer dans leurs programmes de tous les problèmes qui empêchent les Mauritanien(ne)s sans distinctions de race de se sentir concerner par ce changement... Si un grand pas a été fait c'est-à-dire la libération des détenus politiques que nous saluons tous, il est nécessaire de mettre en place une commission nationale d'enquête qui devra faire la lumière sur la mort des militaires négro-africain(e)s, durant les années de braise et se pencher aussi sur le sort des déportés. Il va falloir déterminer le retour des déportés et établir la justice, sinon nous n'arrêterons jamais de nous douter que ce coup d'Etat un jeu pour endiabler les Mauritanien(ne)s pour oublier le passé.

Comment peut-on avoir confiance au CMJD ?

Comme le dit un sage si vous avez commis des erreurs, il vous reste toujours une autre chance... Vous pouvez, à tout moment, prendre un nouveau départ, car cette chance que l'on nomme un " échec " n'est pas une chute, mais une interruption. Ayez le courage d'aller jusqu'au bout afin de sortir notre cher pays de cette situation ténébreuse et de trouver des solutions idoines face à la crise latente que vit la Mauritanie. Nous devons regarder la situation en face et le vent doit souffler de tous les cotés. Le dossier des déportés ne doit pas ignorer durant la phase de transition. Aucune consultation électorale ne saurait se dérouler si des fils de ce pays continuent d'être cantonnés dans des camps de refuge et se retrouvent être des étrangers dans leur propre pays. Nous ne devons pas retomber dans les travers du dictateur déchu et adopter son propre langage et imiter son système de gestion du pays.

L'actuel gouvernement doit mettre fin au calvaire des populations du Sud qui ne cessent de subir les intimidations et les harcèlements en tout genre des postes de police.

CHEIKH LY  
FRANCE